

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6, place de la Pyrotechnie  
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 29/01/2026

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 19/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BERNARDY**

12 route de Tours  
18100 Thénieux

Références : -  
Code AIOT : 0010000008

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2025 dans l'établissement BERNARDY implanté 12 route de Tours 18100 Thénieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BERNARDY
- 12 route de Tours 18100 Thénieux
- Code AIOT : 0010000008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société BERNARDY (Groupe Isaltis) exploite sur la commune de Thénieux une usine de fabrication de produits chimiques.

La société BERNARDY a été autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine par l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 5 août 2005, 11 juin 2009, 9 novembre 2016, 4 décembre 2023.

L'installation est SEVESO seuil bas par dépassement direct des seuils des rubriques 4510, 4130.2 et 4440.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
5	Mise à jour EDD	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
7	Bassin de confinement des eaux d'incendie et pluviales - volumes	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.2 et 3.1.12	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
9	Produits - état des stocks et plan général des stockages	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
10	Produits incompatibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
12	Contexte-diagnostic sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/12/2023, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
17	surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.13	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Sous-traitance	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 4.6. Permis de travail et/ou permis de feu	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Systèmes d'obturation	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.12	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Rétention déportée et dispositif de drainage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Identification et étiquetage des produits	Règlement européen du 16/12/2018, article 17	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
14	Fourniture du réexamen IED - WGC	Code de l'environnement du 19/12/2025, article R. 515-71	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
15	Prélèvements en eau	AP Complémentaire du 19/03/1999, article 3.1.1	/	Sans objet
16	Volume maximal des rejets d'eau dans le milieu	Arrêté Préfectoral du 19/03/2025, article 3.1.8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/07/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constat du 24/04/2025 : il est nécessaire que l'exploitant justifie la suffisance des moyens téléphoniques mis à disposition du personnel en cas de coupure électrique, dans le cadre du déclenchement du POI par exemple.</b></p> <p>L'exploitant a répondu le 16/05/2025, qu'en cas de coupure électrique, la téléphonie fixe et portable de l'usine ne fonctionne plus. Dans ce cas, il est prévu que la communication extérieure repose sur le téléphone portable d'astreinte en plus des téléphones portables personnels.</p> <p>L'inspection met en avant que cette situation est peu satisfaisante, dans la mesure où, comme cela a été le cas lors de l'exercice POI du 4/12/2019, l'astreinte a été prévenue par les téléphones personnels des employés.</p> <p>L'exploitant a pris note de cette remarque lors de l'inspection du 19/12/2025 et prévoit la mise en place d'un téléphone portable supplémentaire présent sur site à compter du 31/01/2026. Le 13/01/2026, l'exploitant précise que le téléphone est opérationnel sur le site. L'écart constaté le 24/04/2025 est donc levé.</p> <p><b>Constat : pas d'écart constaté</b></p>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/07/2025

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

**Constats :**

**Constat du 24/04/2025 : le groupe motopompe de secours de l'alimentation électrique de la pompe de relevage des eaux d'extinction d'incendie vers les bassin de confinement n'apparaît pas sur les plans ad hoc et dans la liste des utilités.**

A la suite de l'inspection l'exploitant a précisé que la motopompe n'est pas une utilité mais un EIPS. La motopompe a donc été ajouté à la liste des EIPS du site, ce que l'inspection constate dans la liste fournie.

L'inspection constate toutefois que le plan des installations n'a pas été mis à jour sur ce point. Le constat du 24/04/2025 n'est pas totalement satisfait.

**Constat : le groupe motopompe de secours de l'alimentation électrique de la pompe de relevage des eaux d'extinction d'incendie vers les bassins de confinement n'apparaît pas sur les plans ad hoc.**

<b><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b><i>Type de suites proposées :</i></b> Avec suites
<b><i>Proposition de suites :</i></b> Demande d'action corrective
<b><i>Proposition de délais :</i></b> 2 mois

**N° 3 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

<b><i>Référence réglementaire :</i></b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b><i>Thème(s) :</i></b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<b><i>Point de contrôle déjà contrôlé :</i></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/07/2025</li> </ul>
<b><i>Prescription contrôlée :</i></b>  Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.
<b><i>Constats :</i></b>  <b><i>Constat du 24/04/2025: aucune consigne ne définit les modalités de vérification périodique du niveau de fioul dans le réservoir du groupe électrogène de secours du « Geniplex », ainsi que l'enregistrement des appoints et la détermination d'une réserve minimale de fioul.</i></b>  Le 16/05/2025 l'exploitant précise qu'il ajoutera les éléments dans les FI et FS SECU 067 d'ici la fin septembre 2025. A l'issue de l'inspection du 19/12/2025 l'exploitant a communiqué les fiches concernées, qui font bien apparaître les éléments attendus. Le constat du 24/04/2025 est satisfait. <b><i>Constat : pas d'écart constaté</i></b>
<b><i>Type de suites proposées :</i></b> Sans suite

**N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/07/2025</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>[...]</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 24/04/2025: les consignes ne détaillent pas les équipements et dispositifs vérifiés lors des tests périodiques du groupe électrogène de secours à l'atelier D01a et ne traitent pas des opérations de maintenance du groupe électrogène.</b></p> <p>Le 16/05/2025 l'exploitant précise qu'il ajoutera les éléments dans les FI et FS SECU 067 d'ici la fin septembre 2025. Il précise que la maintenance préventive du groupe électrogène est gérée sur le fichier de maintenance préventive annuelle.</p> <p>A l'issue de l'inspection du 19/12/2025 l'exploitant a communiqué les fiches concernées, qui font bien apparaître les éléments attendus.</p> <p>Le constat du 24/04/2025 est satisfait.</p> <p><b>Constat : pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Mise à jour EDD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/12/2025</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>AP 19/03/1999 - Article 2.1</p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet du Cher avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 24/04/2025: L'étude de dangers transmise par courriel du 15/09/22 n'est pas complète : absence des scénarios concernant le stockage de nitrate de potassium et des aménagements demandés par l'exploitant dans les différents dossiers de porter à connaissance déposés (stockage de certains solides comburants et autres matières).</b></p> <p>Dans sa réponse du 22/08/2025, l'exploitant s'engage à fournir les éléments fin décembre 2025 si l'étude de danger ne nécessite pas de mise à jour, sinon en avril 2026.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant précise que l'analyse des risques dans les zones concernées par les stockages mentionnés dans les différents dossiers de porter à connaissance ont déjà fait l'objet de compléments à l'étude de danger, mais que ceux-ci n'ont pas été communiqués. Il s'engage à répondre aux éléments attendus et à communiquer les compléments à l'étude de danger pour fin janvier 2026.</p> <p>A date l'écart constaté le 24/04/2025, n'est pas soldé. L'inspection rappelle à l'exploitant que ce constat fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 31 juillet 2025 et que les éléments sont attendus avant le 31 janvier 2026.</p> <p>L'écart constaté le 24/04/2025 est maintenu.</p> <p><b>Constat: L'étude de dangers transmise par courriel du 15/09/22 n'est pas complète : absence des scénarios concernant le stockage de nitrate de potassium et des aménagements demandés par l'exploitant dans les différents dossiers de porter à connaissance déposés (stockage de certains solides</b></p>

<b>combustibles et autres matières).</b>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Sous-traitance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 4.6. Permis de travail et/ou permis de feu
<b>Thème(s) :</b> Autre, Permis de feu
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure où les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 24/04/2024 :</b> L'exploitant a rédigé un projet de document de vérification des installations, après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, suite à la délivrance d'un permis de feu, mais il n'a pas encore été validé.</p> <p>Lors de l'inspection du 19/12/2025 l'exploitant présente le modèle de permis de feu et précise que lors de la dernière visite il n'avait montré que le recto de ce document. Toutes les informations et consignes de vérification des installations, après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité,</p>

suite à la délivrance d'un permis de feu figurent toutefois au verso du document, ce qui permet de solder l'écart constaté le 24/04/2025.

**Constat: pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 :** Bassin de confinement des eaux d'incendie et pluviales - volumes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.2 et 3.1.12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux d'incendie et pluviales - volumes

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025

**Prescription contrôlée :**

Article 3.1.2

[...]

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants seront collectées vers un bassin d'orage de 100 m3 capable de retenir ces produits. Ces eaux seront contrôlées avant rejet dans le milieu naturel. Le rejet résiduel sera conforme aux spécifications de l'article 3.1.8. du présent arrêté.

[...]

Article 3.1.12

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à un bassin de confinement étanche d'une capacité minimum de 100 m3, ou équipés de systèmes d'obturation permettant de maintenir ces eaux sur le site.

[...]

Le premier flot (10 mm) des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité minimum de 100 m3, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Les bassins, qui peuvent être confondus, sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

[...]

**Constats :**

**Constat du 12/06/2024 :** L'exploitant n'a pas justifié les volumes disponibles pour le confinement des eaux d'extinction d'un incendie. L'exploitant précisera si le bassin de rétention des eaux pluviales est

**étanche.**

**Constat du 24/04/2025 : Le plan des réseaux d'eaux n'est pas à jour. Les modalités de gestion des eaux (notamment eaux pluviales et d'extinction incendie) ont été modifiées sur le site et doivent être portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires quant au respect des prescriptions applicables au site et plus généralement à ce type d'équipement (capacité disponible, étanchéité, résistance aux produits collectés).**

L'exploitant précise que, suite à études en interne, les modalités de gestion des eaux présentées lors de la visite du 24/04/2025 ne sont pas pertinentes et trop contraignantes. L'inspection note que ces modalités permettraient de retenir l'ensemble des eaux potentiellement polluées (extinction et ruissellement) dans la lagune 4 étanchéifiée par géomembrane.

Compte tenu de son analyse, il prévoit d'ici la fin du premier trimestre 2026 de modifier à nouveau les modalités de gestion des eaux, en remplaçant le dispositif d'obturation mis en place par une vanne. Concernant les eaux pluviales, il prévoit de revenir à un fonctionnement tel qu'actuellement autorisé, avec rejet vers le bassin d'orage existant, dont l'étanchéité n'a pas été justifiée à ce jour (constat du 12/06/2024).

Concernant les eaux d'extinction incendie, la vanne sera fermée et un groupe motopompe sera mis en place pour renvoyer les eaux vers la lagune 4 étanchéifiée par géomembrane.

Ainsi l'exploitant n'est toujours pas en capacité de justifier d'une capacité de stockage des volumes d'eau d'extinction incendie telle que prescrite (bassin étanche de 100m<sup>3</sup>). De plus l'inspection note que, compte tenu de la modification envisagée, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les eaux de ruissellements potentiellement polluées seront bien confinées.

Dans tous les cas, les modalités retenues pour la gestion des eaux ne respectent pas les prescriptions applicables.

Le constat du 24/04/2025 n'est pas satisfait.

**Constat :**

**L'exploitant prévoit de modifier les modalités de gestion des eaux d'extinction incendie par rapport à ce qu'il avait mis en œuvre pour répondre au constat du 12/06/2024. Les modifications des modalités de gestion des eaux d'extinction incendie doivent être portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires quant au respect des prescriptions applicables au site et plus généralement à ce type d'équipement (capacité disponible, étanchéité, résistance aux produits collectés). Le plan des réseaux d'eaux n'a pas été actualisé.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Systèmes d'obturation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes d'obturation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont [...] équipés de systèmes d'obturation permettant de maintenir ces eaux sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 24/04/2025 : aucune signalétique sur site et aucune consigne n'existent concernant la gestion des eaux à confiner.</b></p> <p>Dans sa réponse du 07/07/2025, l'exploitant présente la procédure associée à la gestion des eaux à confiner.</p> <p>Dans sa réponse du 22/08/2025 l'exploitant présente les photos montrant qu'une signalétique a été mise en place.</p> <p>Lors de l'inspection du 19/12/2025 l'inspection constate que la signalétique est bien en place.</p> <p>Le constat du 24/04/2025 est satisfait.</p>

<b>Constat : pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 9 : Produits - état des stocks et plan général des stockages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Produits - état des stocks et plan général des stockages
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évène-</p>

ment susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

#### **Constats :**

***Constat du 24/04/2025: Le plan des stockages n'est pas à jour et l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il peut mettre à disposition du préfet un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. L'exploitant doit corriger les erreurs dans l'état des stocks (deux lignes correspondant à la cuve 1465).***

Le 07/07/2025 l'exploitant explique être en train de modifier son logiciel afin de pouvoir répondre à la prescription.

Concernant la cuve 1465, il explique que la cuve contient deux lots qui figurent de manière distincte dans l'état des stocks, le total des deux correspond au stock présent.

Il n'apporte aucune réponse concernant le plan.

Lors de la présente inspection, l'exploitant présente un état des stocks qui liste par zone les produits présents, l'ensemble des informations attendues pour les besoins de la gestion d'un événement accidentel ainsi que les informations vulgarisées à destination d'information de la population. L'exploitant précise que le logiciel est mis à jour manuellement de manière journalière.

Lors de la visite l'inspection a visité les cellules B04A et B06B. Il est constaté que les produits présents dans la cellule B06B (notamment combustibles non dangereux) ne correspondent pas à l'état des stocks fourni. L'exploitant précise que cela peut avoir deux causes: un déplacement de produits non encore enregistré ou un problème d'extraction.

Concernant le plan des stockages, l'exploitant précise que c'est le plan global du site et qu'il doit être mis à jour.

Après l'inspection l'exploitant précise qu'il avait mal réalisé l'extraction, il fournit une nouvelle extraction présentant des volumes présents en cellule B06B cohérent avec ce qui a été observé par l'inspecteur. L'exploitant doit s'assurer que l'extraction réalisée est fiable en tous temps (procédure à formaliser).

Le constat de la visite du 24/04/2025 n'est pas totalement satisfait.

***Constat: Le plan des stockages n'est pas à jour et l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il peut mettre à disposition du préfet un état des stocks fiable.***

<b><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b><i>Type de suites proposées :</i></b> Avec suites
<b><i>Proposition de suites :</i></b> Demande d'action corrective
<b><i>Proposition de délais :</i></b> 2 mois

#### **N° 10 : Produits incompatibles**

<b><i>Référence réglementaire :</i></b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV
<b><i>Thème(s) :</i></b> Produits chimiques, Produits incompatibles - rétention déportée
<b><i>Point de contrôle déjà contrôlé :</i></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025</li> </ul>
<b><i>Prescription contrôlée :</i></b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention déportée.
<b><i>Constats :</i></b>  <b><i>Constat du 24/04/2025: l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la compatibilité de l'ensemble des acides et bases susceptibles de se trouver sur les zones de stockage Z1, Z2 et Z10 qui disposent d'une rétention déportée commune. L'exploitant met en place les actions correctives en matière de stockage et de rétention déportée en cas d'incompatibilité des produits chimiques.</i></b>  Lors de la présente inspection, l'exploitant précise avoir réalisé le travail d'analyse et détecté des incompatibilités pour l'acide et l'ammoniac. Il n'a cependant pas pu fournir les éléments de détails et n'a pas encore mis à jour la procédure de stockage.  A la suite de l'inspection, l'exploitant a fourni l'analyse de risque produite. Elle met en évidence que des incompatibilités existent; cependant il ne prévoit de mettre en œuvre des actions que sur les incompatibilités présentant un risque très élevé (coté 3 dans la grille de compatibilité), justifiant ce choix via une analyse de risque. Seul l'acide nitrique stocké en Z2 est concerné, il sera stocké sur rétention séparée à compter de mars 2026.  L'analyse de risque présentée s'avère succincte. Une analyse de compatibilité doit être basée sur

des matrices chimiques et des scénarios accidentels afin de déterminer quels mélanges peuvent générer des phénomènes dangereux. En l'état, maintenir dans une même rétention deux produits dont les incompatibilités sont classées 2 (réaction dangereuses possibles), voire 1 (prudence dans le stockage) n'est pas acceptable.

De plus, en croisant les tableaux d'incompatibilité et l'état des stocks fourni le 13/01/2026, l'inspection constate que certains produits ne sont pas analysés (eau oxygénée, différentes eaux mères,...)

Enfin, à la lecture de l'état des stocks, de nombreux produits incompatibles sont présents sur une même rétention (hydroxyde de strontium, acide nitrique sur Z2 notamment).

Le constat du 24/04/2025 n'est pas satisfait.

**Constat: des produits incompatibles sont stockés sur une rétention commune.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.  
En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Rétention déportée et dispositif de drainage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention déportée et dispositif de drainage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025

**Prescription contrôlée :**

Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée [...]

**Constats :**

**Constat du 24/04/2025:** L'exploitant n'a pas mis en place une action garantissant l'efficacité totale et permanente du caniveau destiné à collecter les potentielles égouttures en points bas de la zone de stockage des acides (Z2).

**Lors de l'inspection du 19/12/2025, l'exploitant a précisé avoir mis en place une procédure visant à vérifier régulièrement l'état de la rétention et à la nettoyer au moins une fois par an.**

Sur site l'inspection constate que le caniveau est fonctionnel.

Après la visite, l'exploitant a fourni les FI et FS ENV 004, procédures de contrôle et vidange des rétentions dans lesquelles il a ajouté la réalisation du contrôle des caniveaux des zones de stockage Z1 et Z2.

Le constat du 24/04/2025 est satisfait.

**Constat : pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Contexte-diagnostic sécheresse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/12/2023, article 4

**Thème(s) :** Autre, Diagnostic sécheresse

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025

**Prescription contrôlée :**

La mise à jour du diagnostic, des mesures existantes et la fourniture des mesures de gestion de crise définies à l'article 2, sont envoyées à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après notification du présent arrêté.

**Constats :**

**Constat du 24/04/2025:** l'exploitant n'a pas fourni la mise à jour du diagnostic sécheresse contenant les éléments qu'il avait présentés à l'inspection lors de la visite du 12/06/2024.

Le 22/08/2025 l'exploitant s'est engagé sur un délai de fourniture des éléments en décembre 2025.

<p>Lors de l'inspection du 19/12/2025, l'exploitant demande un délai supplémentaire à fin février 2026, date à laquelle il aura finalisé son plan d'adaptation au changement climatique.</p> <p>Il présente certains éléments de son analyse, notamment un graphique mettant en évidence une réduction importante des consommations en eau entre 2017 et 2025:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- eau de forage : 100000 m3/an en 2017 ; 15000 m3/an en 2024 et 6150 m3/an en 2025</li> <li>- eau de ville : 19000 m3/an en 2017 ; 2000 m3/an environ en 2024</li> </ul> <p>Le constat du 24/04/2025 n'est pas satisfait.</p> <p><b>Constat: l'exploitant n'a pas fourni la mise à jour du diagnostic sécheresse.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 13 : Identification et étiquetage des produits

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2018, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etat de l'étiquetage</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 24/04/2025 : les fûts contenant des déchets de produits dangereux issus du laboratoire ne présentent pas d'étiquetage permettant leur identification.</b></p> <p>L'exploitant répond le 7/07/2025 qu'un étiquetage systématique a été mis en place pour ces déchets.</p> <p>L'inspection constate que c'est effectivement le cas lors de sa visite du 19/12/2025.</p> <p>Le constat du 24/04/2025 est satisfait.</p>

<b>Constat : pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Fourniture du réexamen IED - WGC**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2025, article R. 515-71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 24/04/2025 : l'exploitant n'a pas encore fourni le dossier de réexamen IED de son établissement (BREF principal WGC) qui devait être transmis au plus tard le 12 décembre 2023.</b></p> <p>A l'issue de l'inspection du 19/12/2025, l'exploitant a fourni le rapport de réexamen (BREF Principal WGC). Le constat du 24/04/2025 est satisfait.</p> <p>Ce point avait fait l'objet de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 31 juillet 2005. Ce point est dès lors soldé</p> <p><b>Constat: Pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 15 : Prélèvements en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/03/1999, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses</p>

<p>consommations. [...]</p> <p>Le relevé des volumes est effectué journallement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités à 600 m<sup>3</sup>/j.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le bilan annuel des prélèvements en eau de forage en 2025 : 6135 m<sup>3</sup> ont été prélevé sur l'année.</p> <p>Les prélèvements ont oscillé entre 280 m<sup>3</sup>/mois (avril) et 795 m<sup>3</sup>/mois (septembre).</p> <p>Par ailleurs l'exploitant présente les prélèvements journaliers sur le mois de septembre. Le prélèvement maximum se situe autour de 70 m<sup>3</sup>/j.</p> <p>La prescription est donc respectée tant au niveau du volume maximum prélevé que du recueil des données et leur archivage.</p> <p><b>Constat : pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Volume maximal des rejets d'eau dans le milieu**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2025, article 3.1.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>volume maximal [rejets]sur 24 h : 400 m<sup>3</sup></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant justifie que la pompe permettant les rejets dans le milieu dispose d'un débit maximum de 13 m<sup>3</sup>/h soit 312 m<sup>3</sup>/24h, lui permettant de fait de respecter la prescription.</p> <p>Lors de la visite l'inspection a pu lire les spécifications de débit de la pompe sur celle-ci.</p> <p><b>Constat : pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : surveillance des eaux souterraines**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'établissement fera l'objet d'une</p>

<p>surveillance. Les points de prélèvement pour ces contrôles sont localisés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- piézomètre amont de l'usine,</li> <li>- piézomètre en aval hydraulique de l'usine (en bordure du canal du Berry),</li> <li>- puits du château,</li> <li>- forage.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que les points de surveillance listés ne sont plus d'actualité ou mal définis dans cette prescription; ainsi le puits du château a été supprimé tandis que le piézomètre aval se situe plutôt le long de la voie ferrée et non du canal du Berry.</p> <p>L'exploitant précise envoyer annuellement à la DREAL un rapport d'analyse des eaux.</p> <p>L'inspection constate n'avoir pas été destinataire du rapport depuis 2021.</p> <p>A l'issue de la visite, l'exploitant a fourni les 2 derniers rapports d'essais (septembre et avril 2025). Trois points de mesure sont présentés pour chacun d'entre eux:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Forage Roussellerie</li> <li>• PZ Côté château</li> <li>• PZ Côté route</li> </ul> <p><b>Constat: l'exploitant ne surveille pas la qualité des eaux souterraines dans le conditions définies par l'arrêté d'autorisation.</b></p> <p><b>L'inspection rappelle à l'exploitant que les prescriptions peuvent être adaptées dans le cadre de l'article R.181-45 du code de l'environnement et les conditions d'exploitation modifiées selon les dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>